

May 6, 2021

Rt. Hon. Justin Trudeau

Office of the Prime Minister  
80 Wellington Street  
Ottawa, ON K1A 0A2

Dear Prime Minister Trudeau,

**Re: Waiver from certain provisions of the TRIPS Agreement for the prevention, containment and treatment of COVID-19**

We are writing to call on the Government of Canada to support the temporary intellectual property waiver ([IP/C/W/669](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/SS/directdoc.aspx?filename=q:/IP/C/W669.pdf&Open=True)) currently being considered at the World Trade Organization (WTO).

Simply, we need to eliminate all potential barriers to the timely access of affordable COVID-19 medical products, including vaccines and medicines, and scale up the manufacturing and supply of essential medical products. There is no question that normative intellectual property rights represent a significant potential barrier.

Last July, alongside other world leaders, you wrote that “where you live should not determine whether you live,” but that is exactly what is happening.

On average, 1 in 4 people in high-income countries has received a COVID-19 vaccine to date, compared with less than 1 in 500 people in low-income countries. The Economist Intelligence Unit predicts that widespread vaccination coverage will not be achieved before 2023 in 85 low-income countries, if at all, due to prolonged supply shortages. Inadequate production capacity currently represents the central impediment to equitable global vaccine distribution.

To address this challenge, South Africa and India submitted a proposal to the WTO in October 2020 requesting a waiver of intellectual property rights for relevant treatments and vaccines, under the Agreement of Trade-Related Intellectual Property Rights (TRIPS), for the duration of the COVID-19 pandemic.

The proposal has been officially endorsed by 58 sponsoring governments, with over 100 countries supporting the waiver overall including the entire African Union. Many Canadian, international, human rights, and health-focused organizations have endorsed the waiver as well.

Economists, including Mariana Mazzucato, have written that existing flexibilities “are too limited in scope and time-consuming to use.” Nobel prize winning economist Joseph Stiglitz has called the “third way” proposal from the WTO director general a “distraction”, noting that “a waiver would immediately increase government leverage over vaccine makers that refuse to license the technology.”

Opponents of the waiver proposal argue that patent monopolies are necessary to allow firms to recover their investments in research and development. However, given that COVID-19 vaccine development was primarily financed through public investment and advanced market commitments, we strongly believe this justification does not apply. Instead, immunisation against COVID-19 should be considered a global public good fueled by public investment.

Canada’s Chief Public Health Officer, Dr. Theresa Tam, has repeatedly stated that “no one is protected until everyone is protected.” Indeed, vaccine nationalism is ultimately self-defeating since inequitable global vaccine distribution will needlessly prolong the COVID-19 pandemic and could create incubation regions for vaccine-resistant variants.

In short, we all benefit when every human is vaccinated, and barriers to this objective must be removed wherever possible.

We have listened to our public health experts throughout this crisis, and we should continue to do so. They have overwhelmingly called for Canada to support the proposed TRIPS waiver.

We therefore add our voices to call on the Government of Canada to endorse the proposed TRIPS waiver without delay and work collaboratively with WTO members to support its adoption.

Thank you for your attention to this urgent matter, and we look forward to your timely response.

Sincerely,

****

Le 5 mai 2021

Le très honorable Justin Trudeau

Cabinet du premier ministre

80, rue Wellington Ottawa, ON K1A 0A2

Cher premier ministre Trudeau,

**Objet: Dérogation à certaines dispositions de l’Accord sur les ADPIC pour la prévention, l’endiguement et le traitement de la COVID-19**

Nous vous écrivons aujourd’hui pour exhorter le gouvernement du Canada à appuyer la dérogation temporaire à la propriété intellectuelle (IP/C/W/669) actuellement à l’étude par l’Organisation mondiale du commerce (OMC).

En termes simples, il faut éliminer tous les obstacles potentiels à l'accès rapide de produits médicaux contre la COVID-19, y compris les vaccins et les médicaments, et accélérer la fabrication et la fourniture de produits médicaux essentiels. Or il ne fait aucun doute que la propriété intellectuelle représente un obstacle significatif à cet égard.

En moyenne, dans les pays à revenus élevés, une personne sur quatre a jusqu'à présent reçu un vaccin contre la COVID-19, contre moins d'une personne sur 500 dans les pays à faibles revenus. Les capacités inadéquates de production représentent à l'heure actuelle le principal empêchement à une distribution mondiale équitable des vaccins. La Economist Intelligence Unit prédit qu'on n'atteindra pas une couverture vaccinale généralisée avant 2023 dans 85 pays à faibles revenus – si jamais on l'atteint effectivement, en raison de pénuries prolongées.

En juillet dernier, en même temps que d'autres leaders mondiaux, vous avez écrit que « le fait de vivre ou non ne devrait pas dépendre de l'endroit où l'on vit », mais c'est pourtant exactement ce qui est en train d'arriver.

Pour faire face à ce problème, l'Afrique du Sud et l'Inde ont soumis à l'OMC, en octobre 2020, une proposition pour qu'on renonce au droit de propriété intellectuelle s'appliquant aux traitements et vaccins pertinents dans le cadre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pendant la durée de la pandémie de COVID-19.

La proposition a reçu un appui officiel de la part de 58 gouvernements responsables, et plus de 100 pays au total ont soutenu la dérogation, dont l'Union africaine au grand complet. Un grand nombre d'organisations internationales sanitaires ou traitant des droits de la personne ont fait de même.

Des économistes comme Mariana Mazzucato ont écrit que les marges de manœuvre actuelle « présentent une portée trop limitée et exigent trop de temps », tandis que le prix Nobel d'économie Joe Stiglitz a déclaré que la « troisième voie » proposée par le directeur général de l'OMC constituait une « diversion », et qu'« une dérogation donnerait aux gouvernements plus de pouvoir sur les fabricants de vaccins qui refusent d'accorder des licences pour leur technologie ».

Les opposants à la dérogation affirment que les monopoles en matière de brevets sont nécessaires pour permettre aux entreprises de recouvrer leurs investissements en recherche et développement. Cependant, comme le développement de la plupart des vaccins contre la COVID-19 a été financé avant tout par des investissements publics et des engagements anticipés du marché, nous croyons fortement qu'une telle justification ne s'applique pas. En fait, l’immunisation contre la COVID-19 devrait être considérée comme un bien public financé par un investissement public.

L'hygiéniste en chef du Canada, la Dr Theresa Tam, a souvent répété que « personne ne sera protégé tant que tous ne le seront pas ». La remarque est tout à fait fondée, car le nationalisme vaccinal ne peut, en fin de compte, que nuire à tout le monde : une distribution mondiale inéquitable du vaccin ne fera que prolonger la pandémie et pourrait créer des zones d'incubation favorisant l'apparition de variants résistant au vaccin. Autrement dit, vacciner tous les êtres humains profite à l'ensemble des êtres humains, et tout ce qui s'oppose à cet objectif doit tomber partout où la chose est faisable.

Tout au long de cette crise, nous avons suivi les conseils de nos experts en santé publique et nous devrions continuer de le faire. En très forte majorité, ils ont exhorté le Canada à soutenir la dérogation proposée.

Par conséquent, nous ajoutons nos voix à celles qui demandent au gouvernement du Canada d'appuyer la dérogation sans retard, et à travailler en collaboration avec les membres de l'OMC qui en soutiennent l'adoption.

Nous vous remercions de votre attention à propos de cette question urgente, et nous attendons votre réponse avec impatience.

Cordialement,

**Signatories:**

Don Davies, MP, Vancouver Kingsway

Marcus Powlowski, MP, Thunder Bay-Rainy River

Nathaniel Erskine-Smith, MP, Beaches-East York

Charlie Angus, MP, Timmins—James Bay

Niki Ashton, MP, Churchill—Keewatinook Aski

Salma Ataullahjan, Sen, Ontario

Jenica Atwin, MP, Fredericton

Taylor Bachrach, MP, Skeena—Bulkley Valley

Jaime Battiste, MP, Sydney-Victoria

Terry Beech, MP, Burnaby North—Seymour

Lyne Bessette, MP, Brome—Missisquoi

Daniel Blaikie, MP, Elmwood—Transcona

Rachel Blaney, MP, North Island—Powell River

Alexandre Boulerice, MP, Rosemont—La Petite-Patrie

Alexis Brunelle-Duceppe, MP, Lac-Saint-Jean

Richard Cannings, MP, South Okanagan—West Kootenay

Laurel Collins, MP, Victoria

Sean Casey, MP, Charlottetown

Julie Dabrusin, MP, Toronto-Danforth

Marc Dalton, MP, Pitt Meadows—Maple Ridge

Pam Damoff, MP, Oakville North-Burlington

Kerry Diotte, MP, Edmonton Griesbach

Han Dong, MP, Don Valley North

Scott Duvall, MP, Hamilton Mountain

Julie Dzerowicz, MP, Davenport

Peter Fragiskatos, MP, London North Centre

Marie-France Lalonde, MP, Orléans

Randall Garrison, MP, Courtenay—Alberni

Marie-Hélène Gaudreau, MP, Laurentides—Labelle

Leah Gazan, MP, Winnipeg Centre

Matthew Green, MP, Hamilton Centre

Rachael Harder, MP, Lethbridge

Jack Harris, MP, St. John's East

Carol Hughes, MP, Algoma—Manitoulin—Kapuskasing

Marci Ien, MP, Toronto Centre

Helena Jaczek, MP, Markham-Stouffville

Gord Johns, MP, Courtenay—Alberni

Peter Julian, MP, New Westminster—Burnaby

Mike Kelloway, MP, Cape Breton—Canso

Jenny Kwan, MP, Vancouver East

Joël Lightbound, MP, Louis-Hébert

Tim Louis, MP, Kitchener-Conestoga

Alistair MacGregor, MP, Cowichan-Malahat-Langford

Larry Maguire, MP, Brandon-Souris

Paul Manly, MP, Nanaimo-Ladysmith

Brian Masse, MP, Windsor West

Lindsay Mathyssen, MP, London—Fanshawe

Elizabeth May, MP, Saanich-Gulf Islands

Dan Mazier, MP, Dauphin—Swan River—Neepawa

Phil McColeman, MP, Brantford-Brant

John McKay, MP, Scarborough Guildwood

Michael V. McLeod, MP, Northwest Territories

Heather McPherson, MP, Edmonton Strathcona

Marty Morantz, MP, Charleswood-St. James-Assiniboia-Headingley

Christine Normandin, MP, Saint-Jean

Rob Oliphant, MP, Don Valley West

Monique Pauzé, MP, Repentigny

Ginette Petitpas Taylor, MP, Moncton—Riverview—Dieppe

Michelle Rempel Garner, MP, Calgary Nose Hill

Sherry Romanado, MP, Longueuil—Charles-LeMoyne

Raj Saini, MP, Kitchener Centre

Ya’ara Saks, MP, York Centre

Simon-Pierre Savard-Tremblay, MP, Saint-Hyacinthe—Bagot

Peter Schiefke, MP, Vaudreuil—Soulanges

Luc Thériault, MP, Montcalm

Denis Trudel, MP, Longueuil—Saint-Hubert

Ryan Turnbull, MP, Whitby

Tony Van Bynen, MP, Newmarket—Aurora

Adam van Koeverden, MP, Milton

Adam Vaughan, MP, Spadina Fort York

Len Webber, MP, Calgary Confederation

Patrick Weiler, MP, West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country

Jean Yip, MP, Scarborough—Agincourt

Kate Young, MP, London West

Lenore Zann, MP, Cumberland-Colchester

Sameer Zuberi, MP, Pierrefonds-Dollard